

Allemagne : Die Linke en crise et les défaites électorales dans l'ouest

vendredi 13 juillet 2012, par [KELLNER Manuel](#) (Date de rédaction antérieure : 20 mai 2012).

Créée en 2007 par la fusion du Linkspartei/PDS (fortement enraciné dans les Länder de l'est), avec la WASG (regroupement à gauche du SPD et des Verts essentiellement à l'ouest), Die Linke (La Gauche) a connu un essor électoral et est entrée au Bundestag avec presque 12 % des voix en 2009. Ce succès était lié à la vague de protestations contre la politique antisociale du SPD, des Verts, de la CDU et du FDP ainsi qu'aux fortes mobilisations de 2003 et 2004, qui ont cherché un débouché sur le terrain politique.

Lors des élections régionales dans les Länder du Schleswig-Holstein et de Rhénanie du Nord-Westphalie, Die Linke a enregistré des défaites électorales importantes. Elle disparaît des deux parlements régionaux, dotés d'un pouvoir législatif propre, puisqu'elle ne passe plus la barre des 5 % des voix requis pour avoir une représentation parlementaire. Au niveau national, le parti est secoué par des confrontations qui n'en finissent pas.

Lors des élections régionales dans le Land du Schleswig-Holstein le 5 mai 2012, Die Linke chute de plus de 6 % à 2,2 %. Les élections du 13 mai en Rhénanie du Nord-Westphalie, le plus peuplé du pays, concernaient plus de 13 millions d'électrices et d'électeurs. Die Linke y avait fait son entrée au Parlement en mai 2010 avec 5,6 %, soit 435 627 voix. Deux ans plus tard, elle n'obtient que 2,5 % et 194 539 voix. C'est une défaite écrasante. Les sondages nationaux ne lui donnent plus que 6 % et, selon quelques instituts, même 5 %. La crise du parti se traduit aussi par des pertes d'adhérents (maintenant moins de 70 000 membres).

Pour ce qui est de la Rhénanie du Nord-Westphalie, le parti a perdu 90 000 voix au profit du SPD, 80 000 au bénéfice du nouveau Parti pirate [1], 30 000 sont allées aux Verts et même 10 000 au parti « libéral » FDP. 20 000 parmi celles et ceux qui lui avaient accordé leur suffrage en 2010 se sont abstenus cette fois-ci.

Dans ce Land, la majorité du parti est de tendance anticapitaliste ou réformiste de gauche, tandis que dans le Schleswig-Holstein, c'est l'aile favorable aux alliances de gouvernement et à la gestion qui domine. Dans la gauche du parti, nous avons toujours mis l'accent sur les effets négatifs de la participation à des gouvernements régionaux en alliance avec le SPD et les Verts, comme à Berlin et dans les Länder de l'est, pour expliquer les graves défaites électorales, en particulier celle de Berlin. Maintenant nous devons réfléchir et expliquer pourquoi Die Linke en Rhénanie du Nord-Westphalie n'a pas pu échapper à cette tendance à la baisse. Et ce d'autant plus qu'en Thuringe (un Land de l'est), Die Linke a pu remporter un succès notable dans les récentes élections municipales... Dans cette région, le parti avait annoncé vouloir conquérir un conseil municipal, il en a pris trois...

Pour revenir au bilan de la mandature écoulée à Dusseldorf, Die Linke NRW (Rhénanie du Nord - Westphalie) a dû faire face à une situation exceptionnelle : un gouvernement minoritaire du SPD et des Verts avec tout juste 90 députés sur 181. De ce fait, il a été possible de faire pression sur ce gouvernement et de contribuer à des réformes sociales, démocratiques et écologiques. Les 11 élu-e-s ont ainsi, par leur abstention, fait passer un complément au budget 2010, puis le budget 2011, parce qu'il ne s'agissait pas de budgets néolibéraux d'austérité, sans privatisations ni démantèlement

social. Mais en 2012, le vent avait tourné : au programme, un milliard de rallonge à la banque du Land WestLB, en faillite pour avoir participé au casino des marchés financiers et perdu. Il avait aussi pour les affaires scolaires un prétendu « compromis » avec la CDU, le tout dans un budget axé sur la « consolidation » budgétaire. Le SPD et les Verts rejetèrent complètement les exigences non négociables pour Die Linke, et donc sa fraction parlementaire votait contre le projet 2012, tout en sachant qu'en conséquence elle pouvait très bien perdre ses mandats, puisque la tendance indiquée par les sondages était mauvaise.

Die Linke, très maltraitée par les médias et faible au point de vue organisationnel, n'a pas été capable de relier son action parlementaire à un travail de terrain et de conscientisation politique en dehors du parlement. En fait, le parti a tragiquement aidé le SPD à sortir de sa crise électorale, car les masses et les syndicats ont attribué tout le positif au SPD et au gouvernement minoritaire. Et même dans l'électorat potentiel de Die Linke, beaucoup de gens, d'après des sondages, soutiennent l'idée de la nécessité d'une forte discipline budgétaire.

Il faut ajouter à cela que, en dehors des succès du mouvement antinucléaire, le niveau des mobilisations et des luttes était et reste très bas en Allemagne. Il y a eu des grèves d'avertissement du syndicat des services Ver.di et de l'IG Metall pour obtenir des augmentations de salaires, avec un succès relatif, mais ce n'était aucunement lié à une remise en cause du cadre de la politique d'austérité. Les protestations contre les marchés financiers, les banques, le pacte fiscal de l'UE sont jusqu'alors restées faibles.

Il faut lutter pour redresser Die Linke et aussi pour renforcer les liens entre les forces anticapitalistes au sein et en dehors de Die Linke — ce qui est difficile, car les initiatives en ce sens s'appuient aujourd'hui sur des organisations faibles en nombre et politiquement marginales.

Manuel Kellner, Cologne, le 20 mai 2012

P.-S.

* Paru dans Inprecor nn° 583-584 mai 2012. <http://orta.dynalias.org/inprecor/>

* Traduit par Pierre Vandevoorde.

* Manuel Kellner, membre de la direction de l'Internationale Sozialistische Linke (ISL), un des deux courants organisés de la section allemande de la IV^e Internationale, était collaborateur scientifique de Michael Aggelidis, député de Die Linke au Landtag de Rhénanie du Nord-Westphalie avant le 13 mai 2012.

Notes

[1] Le Parti Pirate a le vent en poupe, partout à deux chiffres lors des scrutins récents. Après Berlin en septembre 2011 et la Sarre en mars dernier, il vient d'entrer — les 6 et 13 mai — dans deux nouveaux parlements régionaux. Initialement constitué pour défendre le droit au téléchargement illimité sur internet (d'où son nom), il est devenu l'expression initiale d'un vote protestataire sans marquage idéologique caractérisé. Sur le plan social, il reprend cependant certaines revendications de Die Linke, ou des points programmatiques des Verts en matière de

défense des droits civiques et des libertés individuelles. Mettant surtout la liberté d'expression en avant, il a localement rencontré des difficultés avec des infiltrations par des militants d'extrême droite, entrés au nom de la défense de la liberté... d'exprimer des « opinions » négationnistes. Ces problèmes semblent résolus dans la majorité des cas, le parti ayant su prendre nettement ses distances (après quelques hésitations tout de même).